



**RETRAIT DE LA LOI
SUR LA SÉCURITÉ GLOBALE !
POUR NOS DROITS SOCIAUX ET NOS LIBERTÉS
DÉMOCRATIQUES !
CONTRE LA VIOLENCE SOCIALE ET LES VIOLENCES POLICIÈRES, RESTONS
MOBILISÉ-ES !**

Malgré une mobilisation de très grande ampleur en novembre et décembre, déployée dans un contexte d'état d'urgence sanitaire et de confinement, le gouvernement et les parlementaires se sont contentés de répondre par des effets d'annonce ("réécriture" de l'article 24 de la proposition de loi « Sécurité globale », fusion de ce texte avec l'article 18 du projet de loi « confortant les principes républicains », précédemment nommé « contre le séparatisme »).

De même, notre opposition aux dispositifs de surveillance généralisée instaurés par les drones et les caméras piétons, ou à la sélection des journalistes instaurée par le nouveau SNMO (Schéma National du Maintien de l'Ordre) n'a pas été entendue. Des décrets parus en décembre étendent les possibilités de fichage aux groupements et notamment aux opinions politiques ou syndicales, aux comportements et habitudes de vie... Un véritable État de police par la combinaison du SNMO, de la proposition de loi « Sécurité globale » et du projet de loi « confortant les principes républicains » se met en place.

Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.

**LIBERTÉ D'EXPRESSION ! LIBERTÉ DE MANIFESTATION !
LIBERTÉ D'INFORMATION !**

Samedi 16 janvier 2021

14 H. 30 Place Châtelet à Chartres

POUR LE RETRAIT DE LA LOI "SÉCURITÉ GLOBALE" !

Chartres, le 11 janvier 2021